C'est trop
... INJUSTE !

Le balayeur sans rose

Les élections communales sont des moments propices pour s'adonner à diverses expériences inoubliables. Il y a les candidats qui, fantasques et imaginatifs, mangent une fondue entre amis. Et puis, il y a Pierre-Olivier Nobs. Audacieux, le représentant du Centre gauche-PCS a préféré tester le balayage. Sur une photo diffusée sur les réseaux sociaux, le prétendant au Conseil communal pose fièrement avec un chariot de nettoyage utilisé par les cantonniers de la ville. Il en profite pour citer quelques passages du livre du célèbre auteur-balayeur à la rose, Michel Simonet. Mais que va-t-il bien pouvoir poutser avec son gros balai? En regardant le cliché de plus près, il semble qu'il ait commencé par enlever la fameuse rose. Ses colistiers socialistes apprécieront. SSC

FISCALITÉ

On ne change pas une loi qui a fait ses preuves

PATRICK PUGIN

Dans le canton de Fribourg, les impôts acquittés par les personnes exerçant des fonctions dirigeantes au sein d'une société sont répartis entre leur commune de domicile et celle du lieu d'établissement de l'entreprise. Chacune s'en partage la moitié. Ce système, mis en place voici un demi-siècle, les libéraux-radicaux Michel Losey (Sévaz) et Antoinette Badoud (Le Pâquier) voulaient le modifier. Ils demandaient ainsi, par voie de motion, de revoir la répartition de la manne à raison de 65% pour la commune de domicile, et 35% pour l'autre.

«La commune où siège l'entreprise encaisse des impôts sur le capital et sur le bénéfice, la contribution immobilière et les taxes communales. Est-il légitime qu'elle encaisse en plus 50% des impôts d'un contribuable qui vit dans une autre commune, où il consomme des prestations? Non. C'est pourquoi il faut adapter cette particularité héritée d'un autre temps», a plaidé Michel Losey.

Si l'intention des motionnaires est «louable» aux yeux de Stéphane Peiry (udc, Fribourg), elle n'en est pas moins peu opportune: «Cela ne changerait pas grand-chose dans les budgets, sachant que seules deux communes verraient leurs recettes augmenter de plus de 15000 fr. On ne sait par contre pas quel serait l'impact de cette modification sur la péréquation financière intercommunale.» Dans le doute, estime le député, il convient de préserver un système «qui a fait ses preuves». La majorité de ses pairs a pensé la même chose: la motion a été rejetée par 63 voix contre 21 (1 abstention).

Les libéraux-radicaux ont perdu une bataille mais peut-être pas la guerre. Michel Losey entend déposer une nouvelle motion pour demander «la suppression pure et simple» de cette disposition. I

EN BREF

HFR-FRIBOURG

Un spécialiste de la main rejoint l'équipe de chirurgie

Le Dr Thomas Mészáros, spécialiste en chirurgie de la main, a rejoint l'Hôpital fribourgeois (HFR). Le Lacois intègre l'équipe du service de chirurgie orthopédique et traumatologie en qualité de premier chef de clinique. Le communiqué de l'HFR diffusé hier précise que le Dr Mészáros proposera des consultations ainsi qu'une activité opératoire sur les sites de Fribourg et de Tafers. DM

Une conjoncture fribourgeoise qui nage entre deux eaux

ÉCONOMIE • *Victimes du franc fort, les entreprises du cru souffrent. Les perspectives pour 2016 sont incertaines, selon l'Observatoire de l'économie.*

L'entreprise Bultech Précision SA, à Enney, spécialisée dans la fabrication de pièces usinées complexes. Comme les autres sociétés fribourgeoises, elle subit une forte pression sur les marges. ALAIN WICHT-A

FRANÇOIS MAURON

L'économie cantonale est en difficulté. Le chômage augmente, dans des proportions qui montrent que le problème dépasse le stade conjoncturel pour devenir structurel: 3,5% de la population active en décembre, soit 5405 chômeurs. Et janvier sera sans doute pire. Le commerce extérieur a chuté de 8,2% en 2015, pour atteindre 9,065 milliards de francs. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les patrons du cru soient inquiets, comme le montre le 11e sondage de l'Observatoire fribourgeois de l'économie.

Une photo de l'économie

«La situation économique du canton de Fribourg est morose. Plus de 30% des entrepreneurs interrogés affirment que la marche des affaires est actuellement mauvaise. Ils sont toutefois un petit peu moins nombreux (28%) à estimer que ce sera toujours le cas dans six mois», note Paul Coudret, conseiller économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Fribourg et coordinateur de l'enquête.

Lancé en 2010, l'Observatoire fribourgeois de l'économie a pour objectif de dégager des tendances. Pour ce 11e sondage, 40 entreprises ont été interrogées, actives dans sept branches importantes (construction, agroalimentaire, machines-outils, biens d'équipement, pharma-santé, services et finances). Elles représentent environ 10000 emplois. «Nous avons reçu 38 réponses. Il ne s'agit pas d'un échantillon représentatif au sens strict du terme. En revanche, le sondage donne une bonne photographie de la situation économique actuelle du canton de Fribourg», indique Paul Coudret.

> «Les patrons ne parlent pas d'embaucher du personnel»
>
> PAUL COUDRET

Le franc fort, qui fait baisser les prix et qui induit une forte pression sur les marges, préoccupe, encore et toujours, les responsables des sociétés locales. A cela s'ajoutent la détérioration de la conjoncture helvétique et le climat de consommation, maussade, ainsi que l'effondrement des marchés émergents. Autant de facteurs qui n'incitent pas les entreprises à l'optimisme. «La conjoncture cantonale est entre deux eaux. Il est difficile de savoir si l'on a atteint le creux de la vague, ou si les affaires vont plonger encore plus bas», poursuit Paul Coudret. Qui constate en tout cas que chiffres d'affaires et bénéfices se sont détériorés cette dernière année. Et il n'est guère possible de prédire s'ils vont repartir à la hausse en 2016.

Une pique contre l'Etat

Seul point positif: les patrons (pour trois quarts d'entre eux) affichent la volonté de poursuivre les investissements dans leur appareil de production. «Cela montre qu'ils ne sont pas complètement désespérés. En revanche, ils ne parlent pas d'embaucher du personnel», relève Paul Coudret. Et d'ajouter que six entrepreneurs fribourgeois sur dix n'ont plus confiance en leurs autorités: «Ils dénoncent de l'activisme et beaucoup de promesses, mais peu d'actions concrètes.»

Une pique patronale qui n'émeut guère le conseiller d'Etat Beat Vonlanthen, en charge de l'Economie et de l'emploi. «J'ai parlé avec les dirigeants des entreprises lors de la présentation du sondage. Ils reprochent à l'Etat son inaction. Mais quand on les interroge sur ce qu'ils veulent, ça reste peu tangible et très général. Je prends bien sûr très au sérieux leurs revendications pour faire baisser la fiscalité et alléger les procédures administratives. Mais que dois-je penser quand on me demande de baisser les salaires de la fonction publique ou d'influencer les décisions de la Banque nationale suisse?», fait-il remarquer.

Beat Vonlanthen assure que l'Etat veut soutenir les entrepreneurs de la place sur le long terme. Avec ses services, il est en train d'élaborer une stratégie pour soutenir la compétitivité de l'économie fribourgeoise et lutter contre la désindustrialisation (lire ci-dessous). I

GRAND CONSEIL

Une désindustrialisation préoccupante

OLIVIER WYSER

Comment lutter contre la désindustrialisation du canton de Fribourg? Les députés socialistes Xavier Ganioz (Fribourg) et Simon Bischof (Ursy) interrogent le Conseil d'Etat à ce propos. Les députés constatent que selon la dernière enquête conjoncturelle réalisée en automne 2015 par la Chambre de commerce et d'industrie de Fribourg (voir ci-dessus): «Les nuages s'amoncellent dans le ciel économique fribourgeois. Les entrepreneurs font de plus en plus grise mine.»

«Par cette étude, le constat est fait que de nombreuses entreprises fribourgeoises n'investissent plus dans leur appareil de production», peut-on lire dans la question. Or, lorsqu'une entreprise arrête de renouveler ses infrastructures, c'est souvent parce qu'elle songe à délocaliser ses ateliers ou ses lignes de montage. Les députés socialistes amènent pour preuve l'exemple de la société Tetra Pak, à Romont, «qui n'a jamais réalisé l'investissement de 15 millions de francs annoncé au printemps 2011». Ce qui laisse supposer que le départ vers d'autres cieux, à défaut d'être fermement planifié, était déjà envisagé par la direction («La Liberté» du 15 décembre 2015). Autres exemples récents: les cas de Pavatex et d'Elanco.

A cela s'ajoute une marche des affaires qui est loin d'être optimale. Les exportations du canton ont régressé de 13,6% alors que la chute est même de 20% dans les branches des machines, des appareils et de l'électronique.

Les députés n'hésitent pas à parler d'une «absence de réaction» de l'Etat de Fribourg par rapport à ses voisins. Et de citer la création l'année passée par le canton de Vaud d'un fonds de soutien à l'industrie de 17,5 millions de francs. Ce fonds est destiné à soutenir les petites et moyennes entreprises mais aussi les grandes sociétés, pour autant qu'elles soient actives dans l'industrie manufacturière.

Quelle analyse porte le Conseil d'Etat sur cette initiative? Fribourg va-t-il mettre en place un fonds de soutien à l'industrie? Le conseiller d'Etat directeur de l'Economie et de l'emploi, Beat Vonlanthen, indique que le gouvernement répondra à ces questions le moment venu. «Le Conseil d'Etat suit de très près le développement de la situation économique. Toutes ces questions sont débattues au sein de ma direction», indique Beat Vonlanthen.

Le conseiller d'Etat ajoute que, dans un contexte «assez tendu», le gouvernement est conscient qu'il faut rester vigilant. «Nous ne naviguons pas à vue et nous sommes en contact avec les entrepreneurs. Des décisions seront prochainement prises afin d'améliorer la compétitivité de l'économie fribourgeoise.» I

FRIBOURG-BARADERO

Coopération culturelle

DAVID MESZES

L'Etat de Fribourg signera demain un accord de coopération culturelle avec la commune de Baradero, en Argentine. La ville, fondée au milieu du XIXe siècle par des colons fribourgeois, engagera une collaboration dans les domaines de la culture et de la formation avec les autorités fribourgeoises. Des stages de perfectionnement professionnels ou linguistiques seront soutenus, de même que des échanges artistiques ou encore des activités de recherche sur la migration.

Deux associations argentine et fribourgeoise ont entamé des projets depuis les années 1990 pour retisser le fil historique nouant les deux patries. D'importants travaux de rénovation ont notamment été entrepris dans la Casa Suiza à Baradero. Un espace d'exposition dédié au patrimoine de la migration fribourgeoise est prévu dans la maison suisse.

Une délégation fribourgeoise est partie hier à la rencontre des autorités de la commune argentine. Le conseiller d'Etat et directeur des Finances Georges Godel, qui s'est engagé pour l'association Baradero-Fribourg, mène la troupe formée entre autres de la chancelière d'Etat, Danielle Gagnaux-Morel, ou encore Philippe Trinchan, chef du Service de la culture. La signature aura lieu à l'occasion de la célébration du 160e anniversaire de l'arrivée des premiers Helvètes. I